

## Les Églises cherchent un avenir pour le Liban

Par [Jenny Lafond](#) (à Beyrouth), le 30/6/2021 à 05h43

Les principaux responsables chrétiens du Liban sont reçus au Vatican par le pape François ce jeudi 1er juillet. « La Croix » a voulu savoir comment les Églises pourraient aider le pays à sortir d'une crise dans laquelle leur responsabilité est parfois mise en cause.



Quel rôle les chrétiens peuvent-ils jouer dans un [Liban](#) miné par les crises ? Cette question figurera sans doute au cœur des discussions entre le [pape François](#) et les

principaux chefs des Églises chrétiennes du pays du cèdre ce jeudi 1<sup>er</sup> juillet. Ceux-ci ont été conviés par le pape à se rendre au Vatican pour « *une journée de réflexion sur la situation préoccupante du (Liban) et pour prier ensemble pour le don de la paix et de la stabilité* ».

Cette initiative papale intervient alors que le quotidien des Libanais, déjà très difficile depuis l'automne 2019, s'apparente désormais à une descente aux enfers, avec une crise économique d'une ampleur inédite qui a plongé plus de la moitié de la population sous le seuil de pauvreté, doublée d'une impasse politique inextricable entre les principaux tenants du pouvoir, empêchant la formation d'un nouveau gouvernement depuis plus de dix mois.

### Un mois après l'explosion de Beyrouth, le chantier libanais

Pays aux fragiles équilibres communautaires depuis la création du Grand-Liban il y a cent ans, le Liban est régi par un système complexe de partage de pouvoir entre les principales confessions dans lequel certains observateurs voient l'une des causes de la paralysie du pays. Au cours des derniers mois, plusieurs responsables religieux chrétiens, dont le cardinal Béchara Raï, patriarche maronite, n'ont pas dissimulé leur inquiétude quant au devenir du Liban, réclamant l'instauration d'une « *neutralité* » libanaise pour que le pays « *ne soit plus otage des conflits (extérieurs)* » et notamment « *des guerres régionales* », et la tenue d'une « *conférence internationale* » sous l'égide de l'ONU.

? EXPLICATION. Frappé par la crise, le Liban peut-il « s'effondrer » ?

« *Le Liban n'a jamais eu le temps, depuis 1943, de consolider son indépendance* », relève Souraya Bechealany, ecclésiologue et secrétaire générale honoraire du Conseil des Églises du Moyen-Orient (CEMO), qui ajoute que « *très vite, nous avons accepté que les autres liquident leurs contentieux sur notre terre, avec notre participation* ».

### Ingérences étrangères

Des ingérences facilitées par les « *allégeances* » de chaque communauté à son parrain, pointe cette maronite de 58 ans, qui rappelle un adage bien connu dans le pays, « *le sunnite avec l'Arabie saoudite, le chrétien avec l'Occident et le chiite avec l'Iran* », alors que « *ce petit pays avait livré un message au monde qu'il était possible de vivre ensemble sur une même terre et d'accueillir la diversité* ».

### Les Libanais de la diaspora sollicités face à la crise

« *Le grand problème du Liban, ce sont les interventions extérieures. Nous sommes en état de souffrance à cause de nos voisins* », renchérit Raymond Nader, fondateur du parti Liban Message et directeur de Télé-Lumière, pour qui « *il est nécessaire de construire un pays avec un gouvernement fort qui nous apporte la sécurité* ». « *Nous sommes otages* », renchérit Rafic Bazerji, président de la Ligue latine, qui estime lui aussi que la proposition formulée par le patriarche Raï « *est la meilleure solution pour tenir le pays à l'écart des conflits* ».

Pour Souraya Bechealany, il est nécessaire que les différentes églises du Liban

*« travaillent ensemble, pas seulement théologiquement mais concrètement ». « Nous avons une mission vitale et nous ne sommes pas en train de la mettre au service de la dignité humaine », soutient-elle, déplorant « l'absence de vision et de stratégie commune, de bonne gouvernance » au sein des différentes Églises libanaises.*

? PORTRAIT. Sœur Nada Abou Fadel : espérer à Beyrouth, malgré tout

Une union sacrée rendue d'autant plus nécessaire pour des communautés se retrouvant de moins en moins dans les partis politiques actuels qui s'érigent pourtant en défenseurs des droits des chrétiens. *« Je ne me reconnais pas dans leur discours, mais dans l'Évangile, dans l'église peuple de Dieu et dans ma congrégation religieuse »,* confie le père Gabriel Khairallah, jésuite, qui affirme *« vouloir des politiques qui travaillent pour les droits de tous les citoyens libanais à une vie digne, pas seulement des chrétiens ».*

L'absence d'un État-nation fort

Ce prêtre estime que *« l'État a été pris en otage par les partis politiques qui se réclament du communautarisme et qui eux-mêmes prennent en otage les communautés religieuses, pour mieux se partager le gâteau ».* Il impute d'ailleurs la responsabilité de la crise profonde qui touche le Liban à *« l'absence d'un État-nation fort et l'absence d'un sens de la citoyenneté »,* parmi la population, où l'on se revendique d'abord de sa communauté avant d'être Libanais.

? À LIRE. Les espoirs du chef de la diplomatie du pape pour le Liban

*« Par essence, les Libanais peuvent vivre ensemble, mais les politiciens ont détourné le système confessionnel pour se maintenir et instaurer la peur de l'autre »,* regrette Raymond Yazbeck, un grec-orthodoxe qui dirige la Chorale de l'École de musique ecclésiastique du Mont-Liban, tout en estimant qu'il faut parvenir *« à un système de citoyenneté où tous les gens seront égaux devant la loi ».*

Liban : comment Riad Salamé, gouverneur de la Banque centrale, a chuté de son piédestal

*« Notre grand problème, ce sont d'abord les mafias qui gouvernent au Liban et même avec le meilleur système du monde, ça ne peut pas marcher »,* ajoute Raymond Nader. *« Tout est verrouillé, la corruption est devenue un système qui mène au délitement de la société libanaise, c'est pourquoi je pense que le rôle de l'Église aujourd'hui, c'est d'oser porter une voix prophétique, dénoncer le mal à haute voix et construire le bien au service de la dignité pour stopper l'hémorragie non seulement des chrétiens, mais de toute la jeunesse qui veut quitter le pays »,* lance Souraya Bechealany.

*« Les Églises ne pensent pas ensemble »*

Dans un Liban en pleine crise existentielle, la rencontre organisée au Vatican apparaît donc plus que jamais essentielle. Du pape François, le père Khairallah attend qu'il envoie un *« message d'espérance »* et des *« encouragements »* aux chrétiens libanais, *« en leur disant de ne pas avoir peur de leurs frères musulmans car c'est avec eux (qu'ils auront) à construire cette nation ».* Il espère que le pape pourra *« user de son influence pour pousser l'Europe ou les États-Unis à se mobiliser davantage pour faire*

*pression sur la classe politique libanaise ».*

Liban : le cardinal Béchara Raï appelle l'ONU à l'aide

Du côté de la Ligue latine, son président Rafic Bazerji compte lui aussi sur les pressions exercées par le Vatican auprès de ses partenaires internationaux afin de parvenir à une résolution de la crise. Mais surtout, il souhaite que « *les Églises et le Vatican soutiennent davantage la jeunesse libanaise pour qu'ils n'émigrent pas* ». « *Les organisations laïques sont en train d'aider plus que le clergé, nous-mêmes à la Ligue latine, nous sommes débordés par les demandes d'aides de la part de gens qui n'ont plus de quoi vivre* », s'inquiète-t-il. Souraya Bechealany abonde : « *Les Églises encouragent en parole les jeunes à rester, elles pourraient faire plus, mais elles ne pensent pas ensemble* ».

-----

**Le Liban, fragile mosaïque confessionnelle**

Entité politique singulière au Moyen-Orient, l'État libanais reconnaît 18 communautés religieuses.

Celles-ci sont principalement musulmanes (chiite, sunnite, druze, etc.) et chrétiennes (maronite, grecque-orthodoxe, melkite, arménienne, protestante, etc.).

Lors de l'indépendance en 1943, les maronites, alors majoritaires, se voient attribuer la présidence de la République, tandis que les sunnites héritent du poste de premier ministre et que la présidence de l'Assemblée revient aux chiites.

En 1989, l'accord de Taëf marque la fin de la guerre civile. Il impose un rééquilibrage des pouvoirs entre les communautés religieuses qui s'entredéchiraient depuis 1975 (environ 150 000 morts).

Tantôt vu comme pluriel et démocratique, tantôt honni pour son aspect communautaire et clientéliste, ce système confessionnel est très discuté. Un « État laïque » était l'une des principales revendications de la rue lors du soulèvement révolutionnaire d'octobre 2019.

Jenny Lafond (à Beyrouth)